

### Solde budgétaire et endettement par niveau d'administration

Dans la plupart des pays, de multiples juridictions déterminent conjointement le solde budgétaire global. Selon le degré de décentralisation des dépenses et des recettes, les soldes budgétaires des différents niveaux d'administration ne sont pas forcément identiques, même s'ils s'additionnent tous pour aboutir au solde budgétaire global. Il peut en résulter une volatilité des engagements des administrations ; si par exemple les dépenses sont supérieures aux recettes dans beaucoup de communes, qui financent leur déficit en émettant de nouveaux titres de dette, le montant global de la dette peut s'élever rapidement, d'autres communes agissant de la même manière. De ce fait, les administrations locales opèrent souvent avec des contraintes d'endettement plus strictes que celles des administrations centrales.

Une décomposition du solde budgétaire par niveau d'administration montre comment la décentralisation budgétaire influe sur le solde global. En 2015, les administrations centrales des pays de l'OCDE accusaient en moyenne un déficit de 2.6 % du PIB, alors que les administrations infranationales étaient déficitaires à hauteur de 0.5 % du PIB. Les soldes des administrations centrales s'échelonnaient d'un déficit de 5.9 % en Grèce à un excédent de 6.4 % en Norvège.

Parmi les pays de l'OCDE où les administrations de l'échelon infranational fédéré jouent un rôle dans le solde budgétaire, l'Autriche, l'Allemagne, le Mexique et la Suisse ont dégagé en 2015 des excédents budgétaires des administrations d'États fédérés de respectivement 0.07 %, 0.15 %, 0.23 % et 0.34 % du PIB. La même année, le déficit le plus élevé de ces administrations a été observé en Espagne, où il a atteint 1.7 % du PIB, précédant le Canada et la Belgique avec des déficits de 1.6 % et 1.4 % du PIB. À l'échelon local, dans les pays de l'OCDE, tous les excédents et les déficits sont restés dans une fourchette allant d'un excédent de 0.5 % du PIB à un déficit de -0.6 %, les restrictions à l'accumulation de dettes au niveau local étant souvent efficaces.

En 2015, la dette brute des administrations centrales des pays de l'OCDE représentait en moyenne 97.1 % du PIB, alors que celle des administrations infranationales ressortait à 21.5 % du PIB. Les pays dont les administrations centrales ont la dette brute la plus élevée sont aussi ceux où l'endettement global des administrations publiques est le plus fort : Japon (197.8 % du PIB) et Grèce (184 %). Aux échelons décentralisés, la dette des administrations d'États fédérés était en 2015 la plus élevée au Canada (47 %) et en Espagne (27 %), et la plus lourde dette brute des administrations locales se rencontrait au Japon (34 %).

En ce qui concerne la composition de la dette, la plus grande part de la dette brute, soit 85.5 % en moyenne, était imputable en 2015 aux administrations centrales, tandis que 11.4 % relevaient des administrations d'États fédérés, 6.4 % des administrations locales et 1.7 % de la sécurité sociale. Dans des pays comme la Hongrie et la Grèce, plus de 98 % de la dette sont imputables aux administrations centrales, alors que dans d'autres, comme le Canada et la Norvège,

les administrations d'États fédérés et les administrations locales sont respectivement responsables de 45 % et 43.1 % de la dette publique. Cette composition évolue depuis 2007 dans le sens d'une concentration accrue de la dette au niveau des administrations centrales puisqu'avant la crise la part moyenne de ces dernières dans la dette brute était de 73 % ; l'endettement a sensiblement augmenté dans la zone OCDE, pendant cette période, en réaction à la crise financière.

#### Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A pour davantage d'informations sur les systèmes déclaratifs et les sources). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les administrations d'États fédérés n'existent que dans les neuf pays membres de l'OCDE dotés d'une structure fédérale : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne (pays considéré comme quasi-fédéral), les États-Unis, le Mexique et la Suisse. On calcule le solde budgétaire des administrations publiques, également présenté comme leur capacité de financement (+) ou leur besoin de financement (-), en soustrayant les dépenses totales des administrations publiques de leurs recettes totales. Pour plus de renseignements sur la dette, se reporter à la rubrique « Méthodologie et définitions » de l'indicateur relatif à la dette brute des administrations publiques.

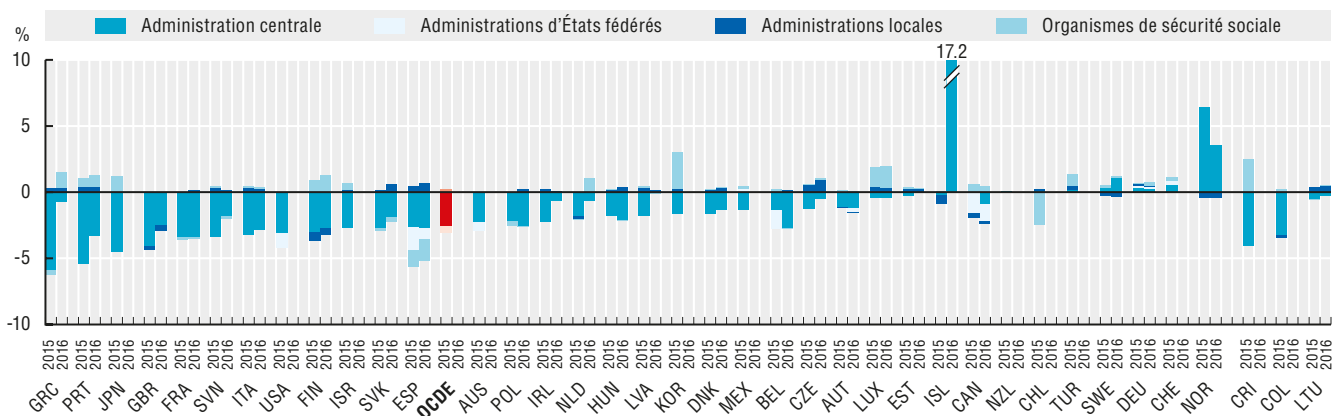
#### Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Panorama des comptes nationaux 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/na\\_glance-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2015-fr).

#### Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

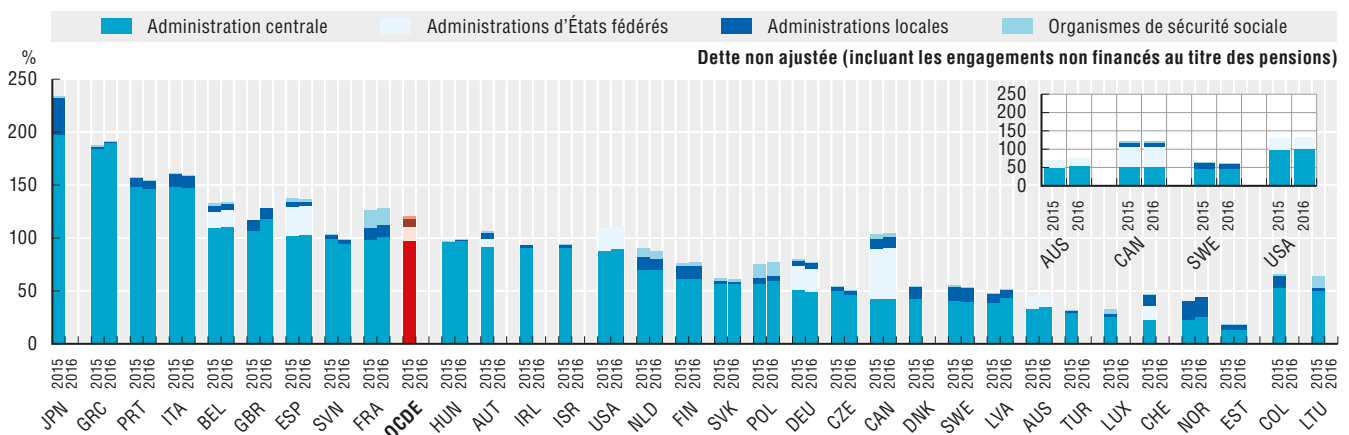
## 2.15. Solde budgétaire des différents niveaux d'administration, en % du PIB (2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537425>

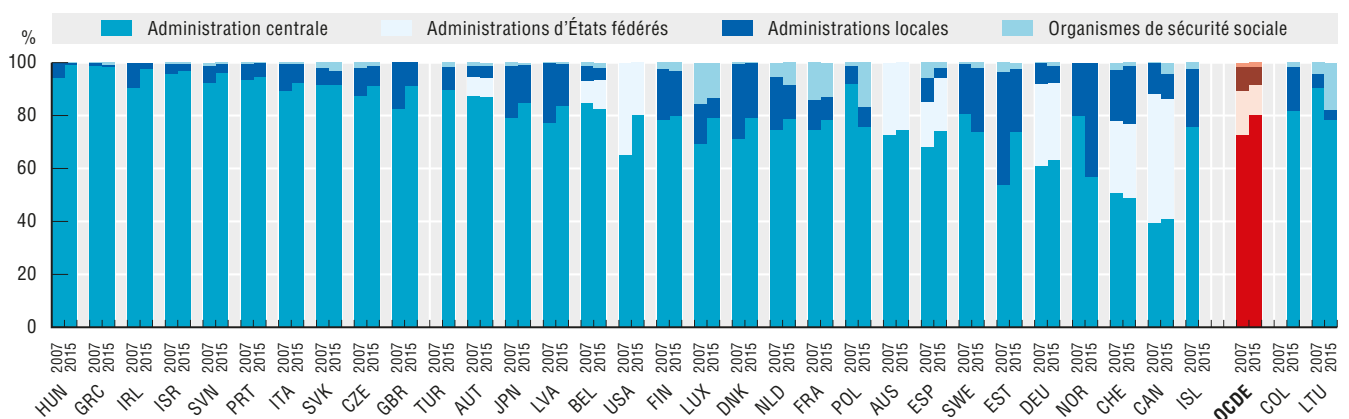
## 2.16. Dette publique brute des différents niveaux d'administration, en % du PIB (2015 et 2016)



Sources: Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537444>

## 2.17. Répartition de la dette brute des administrations publiques par niveau d'administration (2007 et 2015)



Sources: Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537463>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2017**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Solde budgétaire et endettement par niveau d'administration », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-13-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-13-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).